



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
Service de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de la concertation publique

Arrêté n° 24-183-NB

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
À L'ARRÊTÉ N° 2016-010-KB DU 8 MARS 2016 MODIFIÉ**

**PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION D'UNE CARRIÈRE
ET INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DE MATÉRIAUX
SUR LA COMMUNE DE LA HAGUE (COMMUNE DÉLÉGUÉE DE SAINTE-CROIX-HAGUE)
AU BÉNÉFICE DE LA SOCIÉTÉ SNC CARRIÈRE BAUDOUIN**

**Le Préfet de la Manche,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le code de l'environnement ;
- VU** le code minier et l'ensemble des textes pris pour application dudit code ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrière ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 8 mars 2016 autorisant la société SNC Neveux et Cie à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de grès et des installations de traitement de matériaux sur le territoire de la commune de La Hague (commune déléguée de Sainte-Croix-Hague) ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 2 juin 2020 portant changement d'exploitant d'une carrière et d'installations de traitement de matériaux pour la carrière sur le territoire de la commune de La Hague (commune déléguée de Sainte-Croix-Hague) au profit de la société SNC CARRIÈRE BAUDOUIN ;
- VU** le porter à connaissance reçu le 5 février 2024 et complété les 26 juin et 24 juillet 2024, présenté par la société SNC CARRIÈRE BAUDOUIN dont le siège social est situé au 2 rue Jean Mermoz – 78114 Magny-les-Hameaux, à l'effet d'être autorisé à modifier les conditions d'exploitation de la carrière de Sainte-Croix-Hague par augmentation des cadences d'apports de matériaux inertes et corrélativement en faisant évoluer la configuration des terrains dans le cadre de la remise en état ;



VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 août 2024 ;

VU le courriel du 20 août 2024 adressé à la société SNC CARRIÈRE BAUDOUIN afin de recueillir ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU les observations de l'exploitant reçues par courriel du 3 septembre 2024 ;

Considérant ce qui suit :

- les installations exploitées par la société SNC CARRIÈRE BAUDOUIN sur le territoire de la commune de La Hague sont régulièrement autorisées par arrêté préfectoral du 8 mars 2016 ;
- par courrier reçu le 5 février 2024 et complété les 26 juin et 24 juillet 2024, la société SNC CARRIÈRE BAUDOUIN a porté à la connaissance du préfet, en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, son projet d'augmenter les cadences d'apports de matériaux inertes et corrélativement la configuration des terrains dans le cadre de la remise en état de la carrière ;
- le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale systématique ou à la procédure d'examen au cas par cas selon les critères définis dans le tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;
- l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;
- aucun des trois critères de l'alinéa I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement n'étant satisfait, la modification présentée n'est pas considérée comme substantielle ;
- la demande prévoit la modification des modalités de remise en état du site, sans toutefois changer la vocation finale du site (plan d'eau avec une profondeur inférieure à celle initialement prévue) ;
- la commune de La Hague a formulé un avis favorable à la demande de modification sollicitée ;
- l'ensemble des propriétaires des terrains concernés ont été consultés sur cette demande de modification, et ils ont tous formulé un avis favorable à la demande de modification sollicitée ;
- le dossier remis par l'exploitant comprend une analyse proportionnée des impacts et risques induits de son projet sur l'environnement, qui conclut à l'absence de nouveaux impacts ;
- les dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement prévoient que le préfet peut, par arrêté complémentaire, fixer les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés aux articles L. 511-1 et L. 211-1 du code de l'environnement rend

nécessaires, ou atténuer les prescriptions primitives de l'arrêté d'autorisation dont le maintien n'est plus justifié ;

- la nature de la modification ne justifie pas la consultation de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) ;

- les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles que définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

- le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur et ses observations ont été prises en compte ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} - Les prescriptions suivantes sont modifiées, supprimées ou complétées par le présent arrêté :

Références des articles de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2016 dont les prescriptions sont supprimées, remplacées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, remplacement et ajout de prescriptions)	Références des articles correspondants du présent arrêté
Article 1 ^{er} (réduction de production, évolution de la nomenclature ICPE et intégration des rubriques IOTA)	Remplacement et ajout	Article 2
Article 6 (montant des garanties financières)	Modification	Article 3
Article 23 (réduction de production)	Modification	Article 4
Article 39 (remise en état)	Modification	Article 5
Annexe 2 (phasage)	Remplacement	Article 6 et annexe 1
Annexe 3 (garanties financières)	Remplacement	Article 6 et annexe 2
Annexe 4 (remise en état)	Remplacement	Article 6 et annexe 3
Annexe 6 (logigrammes d'acceptation)	Ajout	Annexe 4

ARTICLE 2 - Capacités de production

« Le tableau récapitulatif du classement des activités figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 mars 2016, est ainsi modifié :

2510-1	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux 5 et 6.	A	Extraction de grès sur une superficie totale d'exploitation de 213 833 m² avec une production maximale annuelle de 100 000 tonnes et une production moyenne annuelle de 55 000 tonnes.
2515-1a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.	E	Installations fixes et/ou mobiles. Puissance installée : 930 kW
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.	E	La superficie de l'aire de stockage des matériaux étant de 31 000 m² .

A : Autorisation

E : Enregistrement »

« Après le dernier alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 mars 2016, sont insérées les dispositions suivantes :

Liste des installations classées au titre de la loi sur l'eau :

Rubrique	Intitulé	Disposition sur le site	Classement
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure à 20 ha (A).	Surface totale du projet de 213 833 m²	Autorisation
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A).	Plan d'eau de 3 ha environ	Autorisation

ARTICLE 3 - Garanties financières

Les montants des garanties financières des périodes quinquennales 2 (du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2025) et 3 (du 1^{er} janvier 2026 jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières) ainsi que l'indice TP 01 de référence qui sont prévus à l'article 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 mars 2016, sont ainsi modifiés :

« Pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation, le montant des garanties financières est calculé, pour assurer la remise en état global du site, avec un pas de cinq ans.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière au cours de chacune des périodes quinquennales est :

- **420 707 euros TTC**, pour la deuxième période, du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2025 ;
- **252 747 euros TTC**, pour la troisième période qui se prolonge jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par arrêté préfectoral.

Ces montants ont été calculés en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants : TP01 Base 100= 130,7 [novembre 2023] et TVA= 20 %. »

ARTICLE 4 - Production

« Les dispositions des deux premiers alinéas de l'article 23 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 mars 2016, sont remplacées par les prescriptions suivantes :

La production annuelle est fixée à 100 000 tonnes au maximum.

La production moyenne est fixée à 55 000 tonnes par an, calculée sur la durée des périodes définies à l'article 6 du présent arrêté. »

ARTICLE 5- Modalités de remise en état final

Les dispositions de l'article 39 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 mars 2016, sont complétées par les prescriptions suivantes :

Le troisième paragraphe est remplacé par :

« L'exploitant doit procéder à un réaménagement du site à vocation écologique et paysagère conformément aux principes définis dans le dossier de renouvellement de janvier 2015 modifié par le dossier de porter à connaissance reçu le 5 février 2024 et complété les 26 juin et 24 juillet 2024. »

La partie relative aux « Apports extérieurs de déchets inertes » est complétée par les prescriptions suivantes :

« Les matériaux admis pour les activités de remises en état de la carrière sont conformes aux dispositions de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Ne peuvent être admis que les déchets inertes, non dangereux et non-radioactifs. Aucun déchet dangereux, non dangereux non inerte ou radioactif n'est admis dans l'installation. Tous les dépôts doivent respecter les dispositions prévues à l'annexe 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 mars 2016 (annexe 4 du présent arrêté).

Le volume total des apports extérieurs de déchets inertes admissibles est estimé à **373 000 m³**.

Le rythme moyen annuel des apports est de **50 000 m³**.

Le rythme maximal annuel des apports est de **150 000 m³**.

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un **document préalable** indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la Décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 dans sa version issue de la Décision n° 2014/955/UE de la Commission du 18 décembre 2014 ;
- la quantité de déchets concernée est exprimée en tonnes.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Suite à la mise en place du Registre National Des Terres Excavées et Sédiments (RNDTS), les apports de terres excavées sont consignés dans ce registre. »

Article 6 - Sont insérés les deux articles suivants :

39-1 - Dispositif de lutte contre les plantes invasives (actions préventives et curatives)

Une surveillance régulière d'apparition d'éventuelles espèces végétales exotiques envahissantes (EEE) est réalisée. En cas d'apparition, il sera mis en place les mesures suivantes :

- Éliminer les foyers de ces espèces avec des méthodes adaptées à chacune d'entre elles ;
- Restreindre l'utilisation de terre contaminée et interdire son utilisation en dehors des limites du chantier ;
- Nettoyer tout matériel entrant en contact avec les espèces invasives (godets, griffes de pelleuse, pneus, chenilles, outils manuels, bottes, chaussures, etc.) avant leur sortie du site ;
- Minimiser la production de fragments de racines et des tiges d'EEE et n'en laisser aucun dans la nature (proscrire l'utilisation de gyrobroyeurs), ramasser l'ensemble des résidus et les mettre dans des sacs adaptés.

39-2 - Réaliser une synthèse des mesures de remise en état avant le début d'exploitation de la dernière phase

Avant le début d'exploitation de la dernière phase, l'exploitant réalise une synthèse de l'avancement des mesures de remise en état prévues dans l'arrêté d'autorisation. Cette synthèse, qui sera transmise à la DREAL dès sa finalisation, s'appuiera sur un inventaire « 4 saisons » afin de réaliser un bilan complet de l'évolution de la faune et de la flore du site.

Les enjeux seront hiérarchisés en fonction des critères d'évaluation du moment (nouvelles listes rouges, prise en compte de l'évolution de la nomenclature et de la patrimonialité des espèces), avec proposition de mesures pour conserver et gérer les éventuelles entités remarquables du site.

ARTICLE 7 - Le reste des dispositions est inchangé.

ARTICLE 8 - Modifications relatives aux annexes

- annexe 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 mars 2016 susvisé – Phasage

Les plans en annexe 1 du présent arrêté remplacent ceux qui figurent en annexe 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 mars 2016.

- annexe 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 mars 2016 susvisé – Garanties financières

Les plans en annexe 2 du présent arrêté remplacent ceux qui figurent en annexe 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 mars 2016.

- annexe 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 mars 2016 susvisé – Réaménagement final

Le plan en annexe 3 du présent arrêté remplace celui qui figure en annexe 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 mars 2016.

- annexe 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 mars 2016 susvisé – Logigrammes d'acceptation des apports extérieurs de déchets inertes

Les logigrammes en annexe 4 du présent arrêté sont ajoutés en tant qu'annexe 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 mars 2016.

ARTICLE 9 : Conformité au dossier

Sans préjudice des éventuelles autres réglementations applicables et sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, l'accueil des déchets et la remise en état de la carrière de La Hague (commune déléguée de Sainte-Croix-Hague), objet du présent arrêté, sont effectués conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de porter à connaissance reçu le 5 février 2024 et complété les 26 juin et 24 juillet 2024.

ARTICLE 10 - Publication et notification

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposé à la mairie de la commune de La Hague et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de La Hague pendant une durée minimum d'un mois. Un certificat d'affichage du maire attestera de l'accomplissement de cette formalité.

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Manche www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 11 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Caen sis 3, rue Arthur Le Duc BP 536 – 14035 CAEN cedex :

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2°) par un tiers intéressé en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie des dits actes dans les conditions prévues à l'article 10 du présent arrêté ;

- la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans la Manche prévue à l'article 10 du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire également l'objet d'un recours gracieux et hiérarchique dans le délai de deux mois. Dans ce cas, les délais mentionnés en 1°) et 2°) sont prolongés de deux mois.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible via le site internet www.telerecours.fr

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux, de notifier son recours au préfet et au bénéficiaire de la décision.

La notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Elle est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

ARTICLE 12 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur des installations classées, le maire de La Hague et la société SNC CARRIÈRE BAUDOUIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Lô, le **20 SEP. 2024**

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale



Perrine SERRE

Annexes à l'arrêté préfectoral

**SNC CARRIÈRE BAUDOUIN
Carrière de La Hague (Sainte-Croix-Hague)**

Annexe 1 : Plans de phasage d'extraction

Annexe 2 : Plans de cautionnement des garanties financières

Annexe 3 : Plan de remise en état final

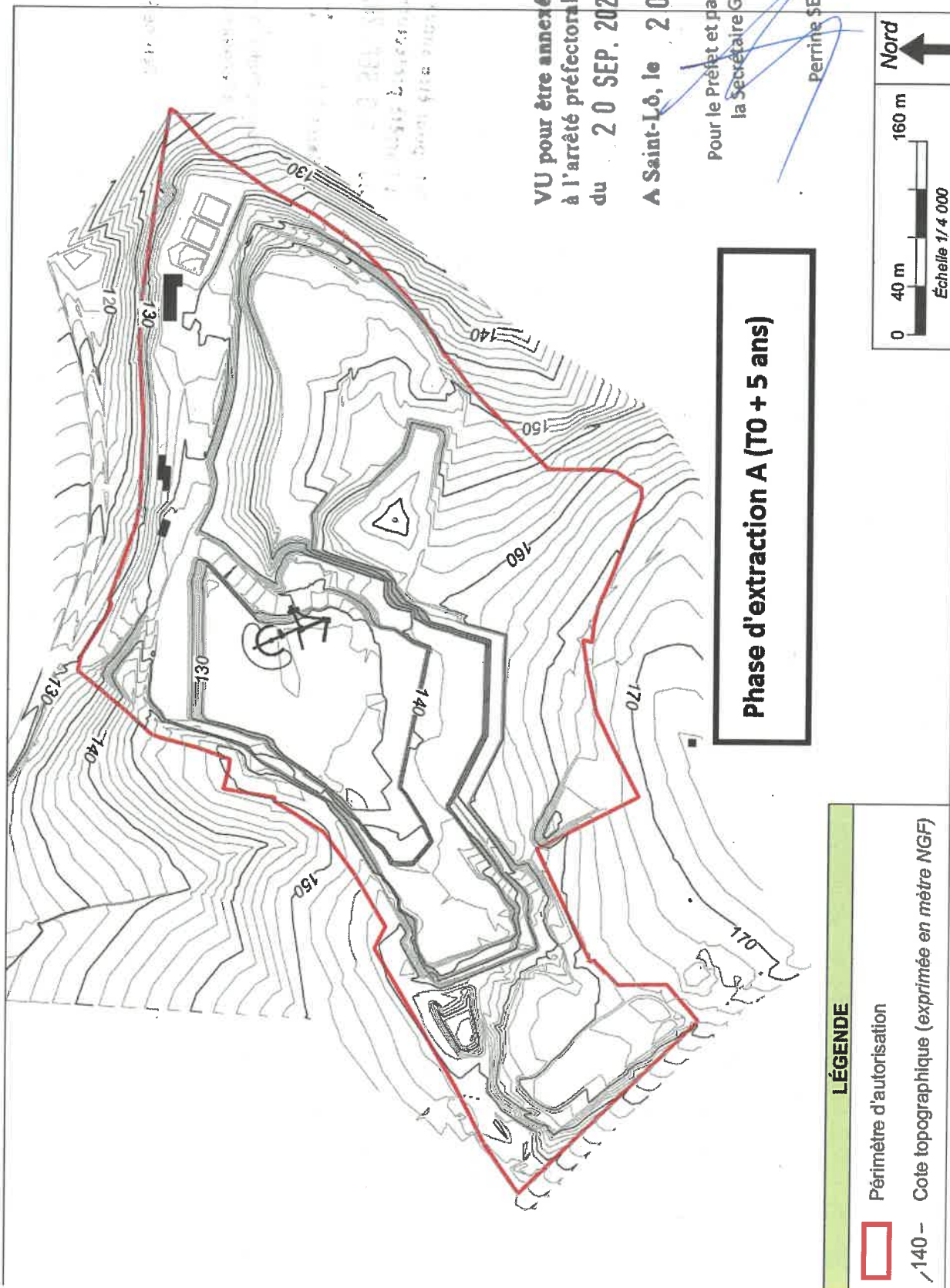
Annexe 4 : Logigrammes d'acceptation

VU pour être annexé à
l'arrêté préfectoral du

20 SEP. 2024

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale

Perrine SERRE

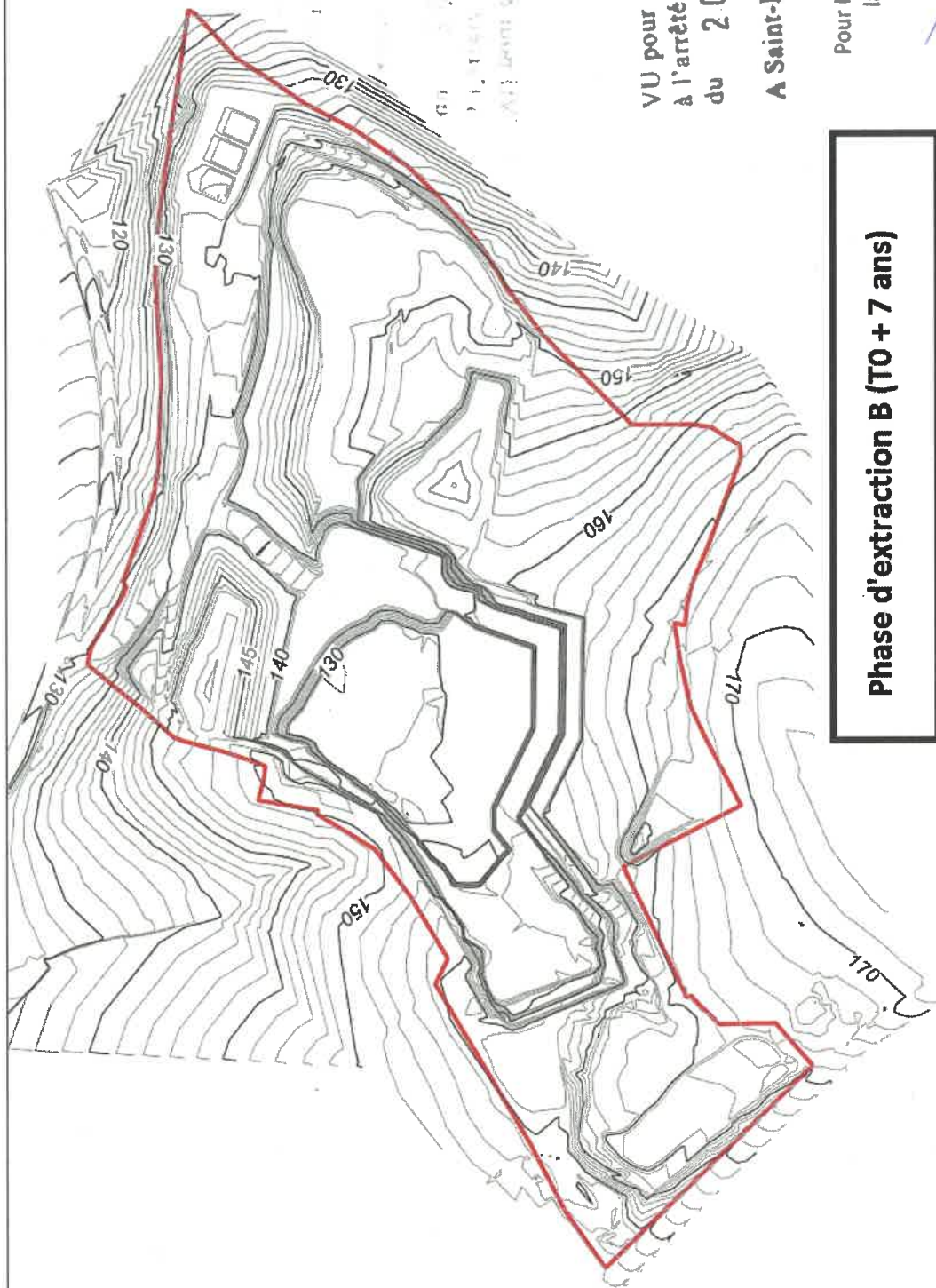


VU pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
du 20 SEP. 2024

A Saint-Lô, le 20 SEP. 2024

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale

perrine SERRE



Phase d'extraction B (T0 + 7 ans)

VU pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
du 20 SEP. 2024
A Saint-Lô, le 20 SEP. 2024

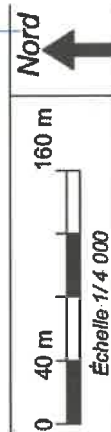
Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale

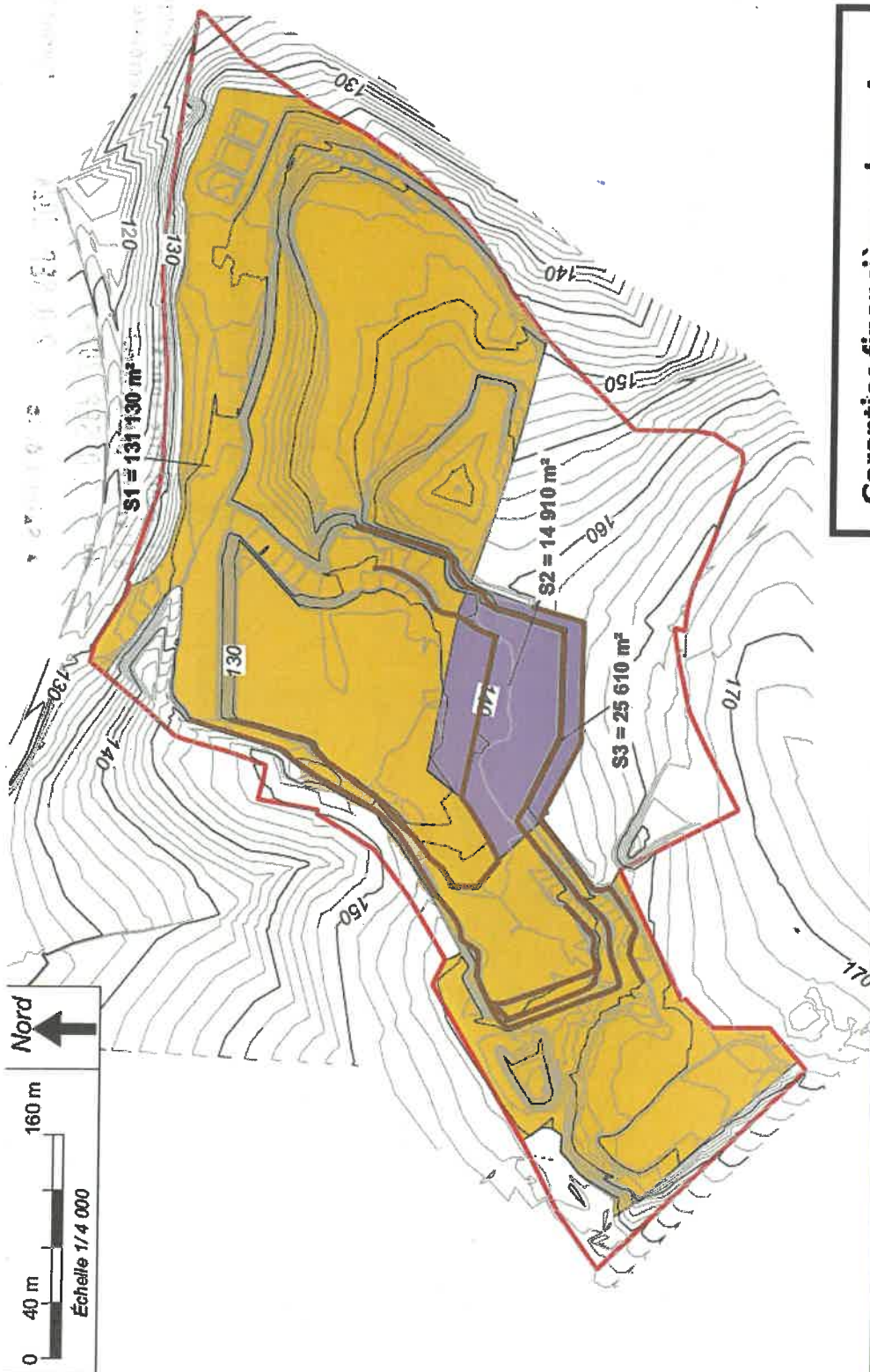
Perrine TERRE

LÉGENDE

□ Périmètre d'autorisation

140 - Cote topographique (exprimée en mètre NGF)





Garanties financières phase A

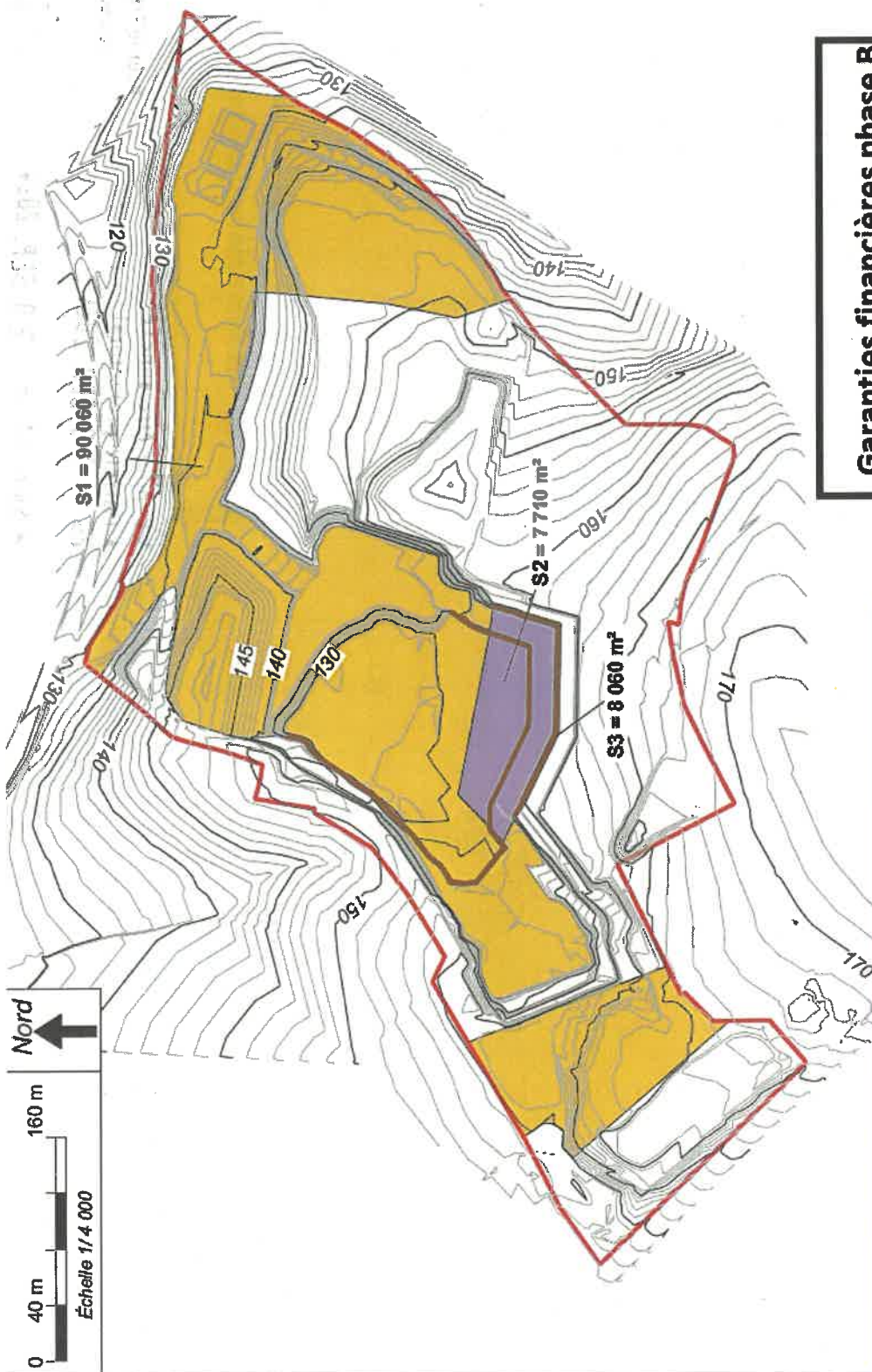
- LÉGENDE**
- Périmètre d'autorisation
 - Surface S1
 - Surface S2
 - Surface S3
 - Cote topographique (exprimée en mètre NGF)

VU pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
du 20 SEP. 2024

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale

A Saint-Lô, le 20 SEP. 2024

Perrine SERRE



Garanties financières phase B

VU pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
du 20 SEP. 2024

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale

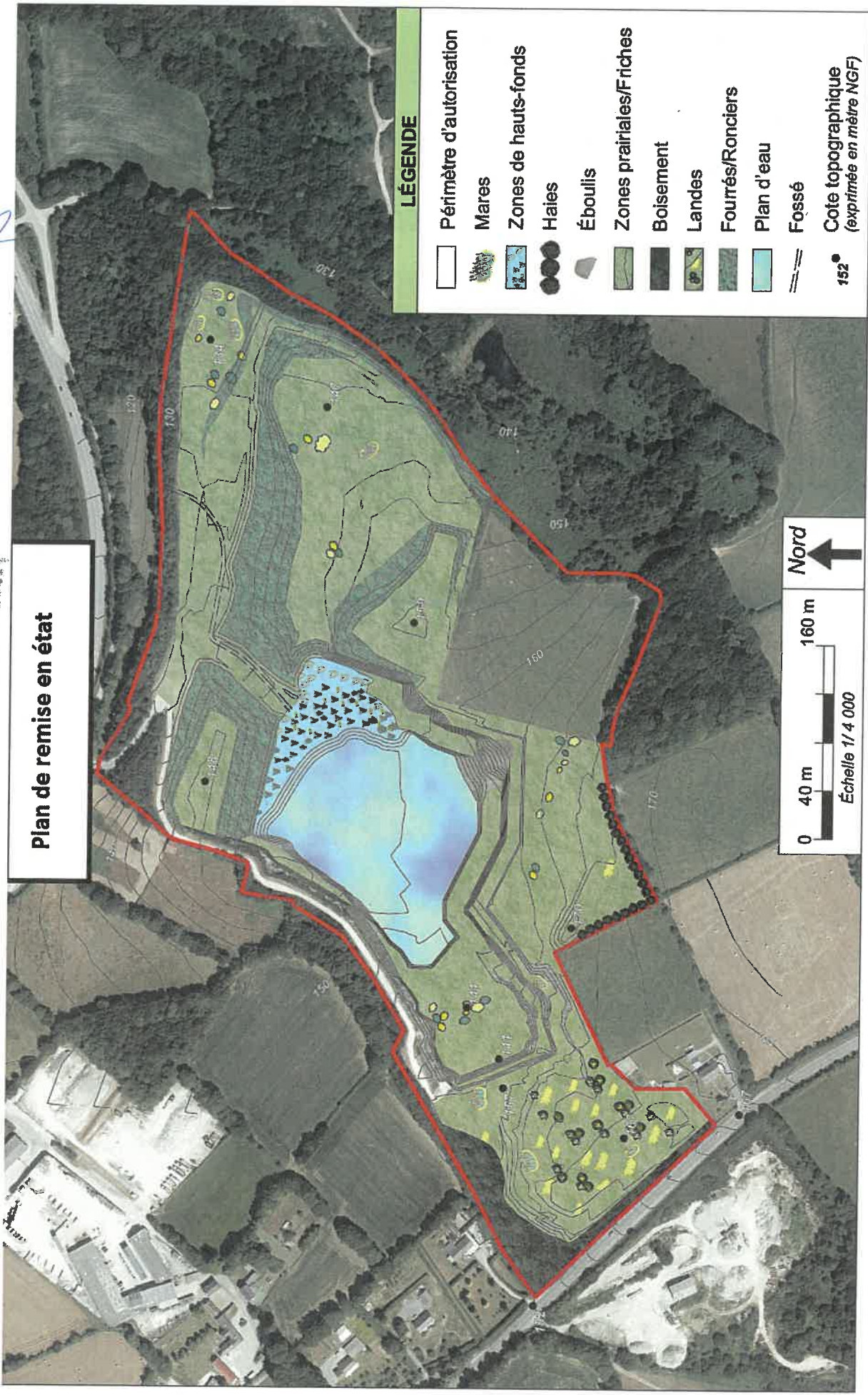
A Saint-Lô, le 20 SEP. 2024

Perrine SERRE

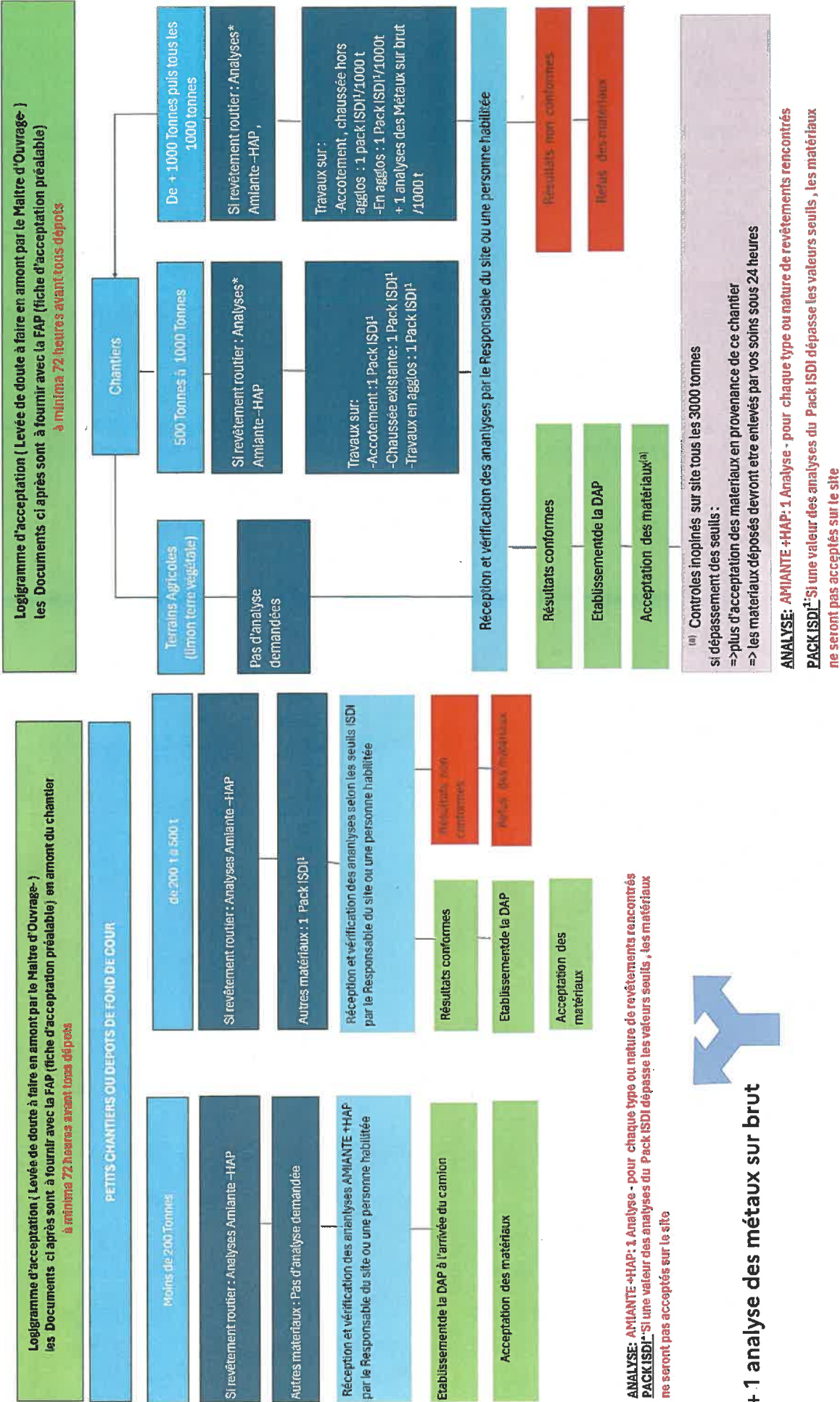
Vu pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
du 20 SEP 2024
A Saint-Lô, le 20 SEP. 2024

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale
Perrine SERRE

Annexe 3



Annexe 4



+ 1 analyse des métaux sur brut

VU pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
du 20 SEP. 2024

A Saint-Lô, le 20 SEP. 2024

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale

Perrine SEBRE